

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS**

**N°2022- 049 -DEL**

**VILLE DE SAINTE FOY LA GRANDE**

**Conseillers en exercices : 23**

**Publication le :**

13/07/2022

**Quorum : 12**

**Conseillers présents : 17**

GUIONIE Christelle, NOUVEL Philippe, SAHRAOUI Marc, DRIOT Catherine, MAS François,  
DELAGE Angélique, ARGELES Serge, CHOUIT Benachir, DRUART Jérôme, EYMERIE Gaëlle,  
GOLFIER Philippe, LAPALU Isabelle, LAULHAU Hervé, LOUART Michèle, MARLEE Serge,  
MARTI Lucette, TOULOUSE Brigitte

**Conseillers représentés : 3**

BELTRAMI Bruno par LAULHAU Hervé, BRAIT Bénédicte par GOLFIER Philippe, ESCARMANT  
Jean Marc par TOULOUSE Brigitte

**Conseillers absents : 3**

DELINEAU Nadia, SELLIER DE BRUGIERE Sophie, GINOUX Gilles

**Suffrages exprimés : 20**

**Pour : 20**

**Contre : 0**

**Abstentions : 0**

**Secrétaire de séance : Serge ARGELES**

**DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE POLICIER  
MUNICIPAL AU GRADE DE GARDIEN BRIGADIER**

**EXPOSE DES MOTIFS :**

Conformément à L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

En l'espèce, il convient d'assurer le remplacement du policier municipal ayant demandé sa mutation. Or, après un recrutement infructueux au grade de brigadier-chef principal, il apparaît nécessaire d'ouvrir le poste au grade de gardien brigadier. Cela facilitera notamment la candidature par voie de détachement ou de mutation interne, de fonctionnaires n'étant pas dans la filière police.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS**

**N°2022- 049 -DEL**

**CADRE JURIDIQUE :**

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 313-1 et L. 332-8 ;

Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le budget général ;

Vu le tableau des emplois et des effectifs ;

Considérant la nécessité de créer un emploi de gardien brigadier, afin d'assumer les fonctions de d'agent de police municipale, pour exécuter les missions de police administrative et judiciaire relevant de la compétence du Maire en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU RAPPORTEUR ET EN AVOIR  
DELIBERE A L'UNANIMITE,**

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** De créer un emploi permanent et à temps complet de gardien-brigadier, à compter du 12 juillet 2022.

**Article 2 :** D'ouvrir cet emploi aux fonctionnaires disposant des grades suivants et de modifier le tableau des effectifs de la commune en conséquence :


- Gardien-brigadier

**Article 3 :** D'inscrire les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent au chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés ».

**Fait à Sainte Foy la Grande, le 11/07/2022**

POUR EXTRAIT CONFORME  
LE 12/07/2022

Christelle GUIONIE,  
Maire,



Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.